

Introduction

Roland Jouandet-Bernadat

Volume 51, numéro 2, avril-juin 1975

Problèmes de prospective

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/800615ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/800615ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Jouandet-Bernadat, R. (1975). Introduction. *L'Actualité économique*, 51(2), 161-163. <https://doi.org/10.7202/800615ar>

Tous droits réservés © HEC Montréal, 1975

Cet article est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

INTRODUCTION

La décision de *L'Actualité Economique* de consacrer un numéro spécial aux problèmes de prospective coïncide avec le recours de plus en plus systématique à ce genre d'approche tant au niveau de l'entreprise qu'à celui des organismes gouvernementaux. La prospective est en voie d'acquiescer droit de cité dans les principaux pays du monde. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, le Japon, la France, pour ne citer que quelques exemples, ont vu se développer des analyses prospectives de qualités inégales mais dont l'impact est évident. Au Canada et au Québec, l'intérêt actuel en la matière s'est traduit par toute une série de développements récents : création d'un groupe interuniversitaire Université de Montréal — Université McGill (GAMMA), implantation d'une succursale du Hudson Institute à Montréal, naissance de l'Institute for Research and Public Policy... Ces développements s'expliquent par les limites des approches traditionnelles. M. Kimon Valaskakis le note en citant J.K. Galbraith : contrairement aux universités, la nature n'est pas divisée en départements. Les économistes sont d'ailleurs depuis longtemps conscients du risque de sclérose que comporte une approche trop spécialisée et monodisciplinaire. Chacun cite la remarque de J.A. Schumpeter selon laquelle un économiste qui ne serait qu'économiste serait un bien piètre économiste...

L'approche prospective est déterminée par un certain nombre de constatations :

— Les phénomènes sont interdépendants entre eux. Il y a interdépendance entre les aspects sociologiques, culturels, économiques, techniques, politiques, économétriques... Il importe donc d'aborder la connaissance d'une façon interdisciplinaire.

— Il y a dans la réalité des phénomènes apparents mais superficiels et des éléments profonds mais moteurs. Il faut observer les faits en profondeur, identifier les facteurs déterminant les changements sociaux, élaborer une théorie permettant de mettre en valeur les facteurs qui scandent le rythme de l'évolution. En d'autres termes, il faut aller au fond des choses grâce à une lecture du passé et à une meilleure connaissance du présent.

— Cette nécessité en entraîne une autre : celle de prendre du recul vis-à-vis de la réalité. Il faut « voir de loin », écrit G. Berger.

— L'analyse n'a de sens que si elle prépare l'action. Il faut donc observer avec une volonté d'agir. Il ne s'agit pas de connaître le futur par pure curiosité intellectuelle mais avec une visée opérationnelle.

En l'état actuel des choses, la prospective est plutôt un grand dessein qu'une science établie dont les principes d'analyse seraient uniformes de chercheur à chercheur. Les « règles de l'art » ne sont pas clairement établies. Ceci ne manque pas de déconcerter certains observateurs (voir sur ce malaise l'article de M. Jean-Luc Migué). La prospective en est à la phase des précurseurs et de l'anarchie créatrice. Il nous a donc semblé utile de « faire le point » et d'aller interroger ceux qui au Canada et à l'étranger nous ont paru avoir atteint une expérience valable et pouvoir apporter des idées nouvelles. Cette mission nous a paru être tout à fait dans la tradition de *L'Actualité Economique*, lieu de rencontre privilégié des chercheurs anglophones et francophones, de l'ancien et du nouveau Monde, lieu de synthèse aussi entre l'univers de l'action et celui de la réflexion.

Les articles que nous avons recueillis à la suite de cette démarche entrent dans trois catégories. La première correspond à des contributions théoriques nouvelles qui permettent de mieux délimiter les contours encore flous de la prospective. Il faut citer en particulier ici la contribution de Hasan Ozbekhan, de l'Université de Pennsylvanie (« Réflexions sur l'émergence d'une méthodologie de la planification prospective »), celle de M. Bernard Morel (« Conjuguer l'histoire. Conjoncture et prospective ») qui présente la conception de la prospective retenue par le Laboratoire de Conjoncture et de Prospective (Paris). L'article de M. Kimon Valaskakis, directeur du groupe GAMMA et professeur au Département d'Economique de l'Université de Montréal (« Prospective, rétrospective et perspective. Un essai de modélisation du temps ») entre également dans cette catégorie. Le deuxième ensemble d'articles est de nature plus directement méthodologique. Trois articles se rattachent à trois séries d'instruments essentiels utilisées au cours de la démarche prospective. Sam Cole de l'Université du Sussex s'interroge sur les limites des modèles de simulation de grande envergure. M. Alain Haurie, de l'Ecole des Hautes Etudes commerciales, Université de Montréal, montre comment la théorie des systèmes peut servir à modéliser la structure de la réalité technique ou sociale. MM. Pierre Lamonde, Pierre-André Julien, Daniel Latouche présentent la méthode des scénarios et résument l'expérience qu'ils ont acquise dans le cadre des travaux de prospective de l'Université du Québec. Le dernier groupe d'articles correspond à des applications de la méthode prospective dans divers contextes. M. Bernard Cazes du Commissariat

au Plan français résume les relations entre la planification et la prospective. W.H.C. Simmonds (Centre National de Recherche, Canada) analyse la façon dont les études de comportement industriel peuvent être utilisées dans la prévision. M. R.D. Voyer (Conseil des Sciences, Canada) montre sur un cas concret les modalités et principes de la prospective technologique (définie comme l'étude motivée des répercussions du progrès technique).

Nous avons gardé pour la fin l'article de M. Jean-Luc Migué (E.N.A.P., Québec) qui « soumet le point de vue d'un économiste orthodoxe sur deux types de travaux prospectifs ». Les critiques qu'il présente ne sont pas sans valeur. Nous ne pensons pas que les participants à ce numéro spécial les trouveront inconvenantes. De même façon qu'il existe de bons travaux et des travaux moins valables en économie, il y a de la bonne et de la mauvaise prospective. La prospective est une approche trop nouvelle pour que sa méthodologie ne varie pas avec « l'objet étudié ou l'auteur ».

Nous pensons en définitive que, grâce à la diversité des contributions présentées et à l'expérience concrète des participants, ce numéro spécial constituera un document utile. Il sera utile pour le public éclairé parmi lequel *L'Actualité Economique* trouve une partie de ses lecteurs. Il sera utile également pour que les chercheurs qui semblent dans ce domaine en forte croissance soient parfaitement informés des nouveaux développements.

Roland JOUANDET-BERNADAT